

Le Rwanda supprime la TVA sur les serviettes hygiéniques

@rib News, 11/12/2019 Source AFP Le gouvernement rwandais a annoncé mercredi la suppression de la Taxe sur la Valeur Ajoutée de 18% sur les serviettes hygiéniques, afin de les rendre plus accessibles aux filles, souvent forcées à s'absenter de l'école durant leurs menstruations.

Le Rwanda est le dernier pays en date à supprimer cette taxe, de plus en plus dénoncée par les femmes à travers le monde, qui rappellent que les serviettes hygiéniques sont un produit de première nécessité et ne devraient à ce titre pas être soumis à des taxes. "À partir de maintenant, le gouvernement du Rwanda a ajouté les serviettes hygiéniques à la liste des biens exemptés de TVA, dans le but de les rendre plus accessibles", a annoncé le ministre du Genre et de la Promotion de la famille. Cette mesure a été prise après un intense lobbying d'organisations et groupes féministes souhaitant que le prix des serviettes hygiéniques soit abaissé. "C'est une honte que des filles quittent l'école juste en raison d'un processus biologique, donc cette mesure du gouvernement est bonne", a réagi la ministre Annette Mukiga, estimant que "c'est un pas dans la bonne direction, mais pas la solution ultime". "Notre but, c'est que les serviettes hygiéniques soient gratuites, pas simplement bon marché, mais gratuites dans toutes les écoles, afin que les filles n'aient plus à se soucier de ce défi", a ajouté Mme Mukiga. Une étude menée en 2017 par le ministre de l'Éducation a montré que la probabilité de quitter l'école pour les filles de 16 ans était supérieure à celle des garçons, particulièrement dans les zones rurales. Une des raisons évoquées par le rapport est le manque d'accès aux serviettes hygiéniques. Le Kenya est considéré comme le premier pays à avoir supprimé les taxes sur les produits liés à l'hygiène menstruelle. D'autres nombreux pays lui ont emboîté le pas ces dernières années. La Tanzanie a décidé en juin de réintroduire cette taxe après l'avoir supprimée en 2018, la jugeant contreproductive au regard du fait que les revendeurs n'avaient pas baissé leurs prix dans la foulée de la suppression.